

**RAPPORT DE L'ASSOCIATION DES AUDITEURS
DE L'INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DEFENSE NATIONALE
REGION DE TOULOUSE – MIDI-PYRENEES**



REMILITARISATION ET DANGEROUSITE DU MONDE

Cycle d'études 2007-2008

**Rapporteur : Jean Louis DOUMERC
Groupe I.H.E.D.N. de Toulouse
Comité de l'Ariège**

« La politique et les armes semblent malheureusement être les deux professions les plus naturelles à l'homme ; il faut toujours ou négocier ou se battre ».

Voltaire, le siècle de Louis XIV chapitre 2

« *Remilitarisation et Dangerosité du monde* »

Les membres du comité ariégeois de l'I.H.E.D.N. cités ci-après ont contribué à la réflexion sur le sujet proposé et à la rédaction du présent rapport :

(par ordre alphabétique)

Claude ALIQUOT

Albert ANOUILH

Jean-Louis DOUMERC

Christian GAJAN

Georges-Patrick GLEIZE

Nicole GLEIZE

Gérard HULOT

Jean LOZES

Laetitia MOULIN

Gilbert NOUGUE

Michel PECHIN

Claude PRONO

Clément RIEU

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I- UN MONDE QUI BOUGE DANGEREUSEMENT

11- DES RAPPORTS ECONOMIQUES MONDIAUX BOULEVERSES

- 111- Un développement des flux marchands facteur d'inégalité
- 112- Des rapports économiques trop hiérarchisés pour être équilibrés
- 113- Des flux financiers énormes mais instables

12- UN ENVIRONNEMENT MAL GERE

- 121- Une planète de plus en plus inhospitalière
- 122- Des ressources naturelles qui s'épuisent
- 123- Des grandes pandémies qui peuvent devenir réalités
- 124- Des phénomènes démographiques toujours plus difficiles à contrôler

13- UNE HUMANITE TOUJOURS AUSSI DIVISEE

- 131- Le renforcement identitaire
- 132- L'information devient émotion
- 133- La prolifération NBC
- 134- La capacité militaire des pays occidentaux en déclin
- 135- Les réseaux internationaux de violence

II- UN MONDE REDESSINE

21- L'ORGANISATION EN POLES DE PUISSANCE

- 211- Les critères de puissance
- 212- Les « pôles majeurs »
- 213- Les « pôles inachevés »
- 214- Les « pôles transnationaux »

22- LES ZONES A RISQUES AVERES OU POTENTIELS (le reste du monde)

- 221- Les « états pivots »
- 222- Les « points et zones de rupture »
- 223- Les « zones d'exploitation »

III- LA PLACE DE L'UNION EUROPEENNE ET DE LA FRANCE

31- L'EUROPE UN NAIN POLITIQUE

32- LA PLACE STRATEGIQUE DE LA FRANCE

CONCLUSION

ANNEXES

- Annexe 1 : « La Triade »
- Annexe 2 : « Purchasing Power Parity »
- Annexe 3 : « Les conflits en Afrique Subsaharienne »
- Annexe 4 : « Rapport sur les armes dans le monde »
- Annexe 5 : « Le commerce des armes dans le monde »
- Annexe 6 : « Les zones de flux »
- Annexe 7 : « La maîtrise de l'espace »
- Annexe 8 : « Evolution et comparatif du budget militaire des EU »
- Annexe 9 : « Les conflits dans le monde » (carte)
- Annexe 10 : « Un monde qui bouge dangereusement »

*I*NTRODUCTION

Le monde devient chaque jour plus incertain. De nouveaux acteurs émergent, notamment en Asie, des questions se font plus pressantes : injustice sociale, pauvreté, flux migratoires, commerce, environnement.

Partout se manifeste une nette montée des nationalismes, souvent en réaction contre la mondialisation ou contre l'hyper puissance américaine. Il semblerait que les logiques de puissance militaire et économique s'interpénètrent et se soutiennent mutuellement pour conduire à des pôles complets de puissance.

Le cours de ce qu'on appelle la mondialisation semble prendre un tournant. La prise en compte de nouveaux facteurs incontournables influençant les relations internationales (énergie, environnement, finances, fondamentalisme,..) modifie aujourd'hui considérablement la marche du monde qui a tendance à s'organiser en pôles de puissance de différents niveaux. Cette évolution qui se traduit par une remilitarisation accrue pourrait de ce fait contribuer à redessiner un monde plus dangereux.

Par « remilitarisation et dangerosité du monde », faut-il comprendre que nous assistons à une remilitarisation parce que le monde est devenu plus dangereux, ou faut-il comprendre que le fait de remilitariser augmente la dangerosité du monde ?

Essayons préalablement de préciser le concept de « remilitarisation » ! Il y a trois manières de voir les choses :

- **la modernisation**, y compris high-tech, et quelquefois à outrance, de l'existant. On pense à la Chine et à l'Inde, mettant par exemple l'accent sur leur marine de guerre. On pense à la Russie de Vladimir POUTINE qui tente de redonner du tonus à l'Armée Rouge en lambeaux dont il a hérité de l'Union Soviétique. On pense aux Etats-Unis d'Amérique et à leur bouclier anti-missiles. A cette occasion on peut évoquer le paradoxe observé dans certains pays européens, dont la France, pour lesquels la modernisation constante, dans le cadre des lois de programmations militaires s'accompagne d'une réduction continue des effectifs, selon le postulat que la qualité prime la quantité, de sorte que la remilitarisation est aussi une démilitarisation.

Dans le même ordre d'idée :

- **l'acquisition du nucléaire militaire** (avérée pour la Corée du Nord, démentie pour l'Iran, rejetée pour la Libye, possible pour d'autres) doit être considérée comme participant à cette remilitarisation, sans perdre de vue qu'elle peut être à la portée de groupes terroristes (nucléaire sale).

- **le changement d'attitude de certains pays** (pour ne pas les citer, les deux grands vaincus de la deuxième guerre mondiale, Allemagne et Japon, qui, après avoir longtemps fuit tout engagement militaire, participent aujourd'hui à des missions d'interposition).

Après avoir analysé les facteurs d'évolution du monde actuel, nous essaierons de préciser notre vision d'un monde redessiné ainsi que les rôles que l'Union Européenne et la France pourraient assumer dans cette nouvelle donne ?

I- U_N MONDE QUI BOUGE DANGEREUSEMENT (voir annexe 10)

La menace militaire n'est plus la menace dominante ; de nouveaux risques encore mal évalués et appréhendés caractérisent la dangerosité du monde actuel. Ces périls sont liés aux évolutions du monde depuis 1989. Celles-ci sont interdépendantes et se classent en trois grandes catégories :

- les bouleversements économiques qui sont la conséquence de la mondialisation et des nouvelles technologies ;
- la dégradation de l'environnement qui devient préoccupante ;
- les antagonismes au sein d'une humanité toujours aussi divisée.

11. DES RAPPORTS ECONOMIQUES MONDIAUX BOULEVERSES

L'étape de la mondialisation¹ que la planète vient de franchir, en partie grâce aux nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC), est caractérisée par l'essor concomitant :

- des flux marchands de produits manufacturés ou de services ;
- des réseaux mondiaux de production ;
- des flux financiers.

111. Un développement des flux marchands facteur d'inégalités

La croissance du marché international, constante depuis la fin de la seconde guerre mondiale, s'est accélérée au cours de ces dernières années ; la création de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en 1995 a supprimé la plupart des barrières qui freinaient les échanges entre les pays.

Parallèlement, la nouvelle économie² s'étend : elle résulte des progrès des technologies de l'information et des communications (TIC) qui en se généralisant font naître des comportements économiques nouveaux et induisent de profonds changements structurels (conseils et assistance à distance, e-commerce, e-banque, etc.). Les TIC regroupent l'ensemble des ressources nécessaires pour convertir, stocker, analyser et retransmettre l'information. Une autre façon de définir la nouvelle économie est de considérer qu'elle se caractérise par l'importance de l'immatériel (savoir et savoir-faire).

Ce nouvel ordre économique est perçu d'autant plus négativement que les avantages qu'il procure apparaissent comme inégalement répartis entre les pays et, à l'intérieur de ceux-ci, entre les individus.

- Les pays riches souffrent des délocalisation et de la concurrence accrue qu'ils se livrent en matière de réglementation, de protection sociale et de fiscalité.
- Les nouveaux pays industrialisés sont particulièrement dépendants de l'instabilité des marchés financiers comme l'a montré la crise asiatique en 1997.
- Les pays les plus pauvres restent largement en dehors du processus de mondialisation : la plupart d'entre eux ne disposent pas d'institutions stables et d'un tissu économique suffisamment structuré.

Si les TIC permettent une multiplication en temps réel des échanges licites, elles facilitent également les opérations illicites, comme le trafic de drogue. Elles permettent aussi d'améliorer la coordination des équipes de frappe terroristes (les attentats du 11 septembre, ceux de la gare d'Atocha, ceux de Londres).

Par ailleurs, il convient de rappeler leur vulnérabilité : la mise hors service (piratage, virus, intrusion) d'un de leurs composants ou leur destruction (celle de satellites par exemple) conduirait à un chaos économique sans précédent.

112. Des rapports économiques trop hiérarchisés pour être équilibrés.

Les évolutions récentes des échanges internationaux conduisent à une répartition assez nette des différents types de production.

- Production de biens à forte teneur en travail qualifié et à forte teneur capitalistique, recherche, conception dans les pays riches du monde occidental au Japon et en Russie.
- Production manufacturière concentrée en Asie du Sud, en extrême Orient et dans l'Est de l'Europe ;
- Fourniture de matières premières et de produits agricoles spécifiques (café, cacao, etc.) par le Proche Orient, l'Asie centrale, l'Afrique et l'Amérique du Sud.

On devine bien que derrière ce découpage économique, même schématique, se profile une nouvelle donne géopolitique et des rapports de force complexes.

113. Des flux financiers énormes mais instables.

Entre la fin de la seconde guerre mondiale et le début des années 90 tous les freins à la circulation des capitaux ont été progressivement levés³. La mondialisation introduit une explosion sans précédent dans l'histoire des flux financiers internationaux ; cette expansion est engendrée en grande partie par la facilité des échanges informatiques.

Cependant cette nouvelle donne n'est pas sans danger :

- contrairement à la logique industrielle, la logique financière privilégie le court terme et la stratégie des entreprises tendent à choisir la seconde au détriment de la première (rachat d'action préféré aux investissements, par exemple) ;
- la volatilité des marchés s'est accrue, entraînant une instabilité des taux d'intérêts ;
- les taux de change sont plus que jamais un des leviers de l'économie au lieu d'être une conséquence de la politique menée dans ce domaine ;
- Les risques systémiques engendrés soit par des pertes économiques importantes ou par une perte de confiance se transmettent plus facilement à l'ensemble des économies (théorie des dominos) : ils provoquent alors des difficultés financières, des faillites, l'effondrement du prix de certains actifs, etc. ;
- le blanchiment de l'argent sale en grande quantité est plus facile : il s'effectue au travers de circuits compliqués et il se dissimule dans la masse des capitaux qui circulent.

Une illustration de ces fragilités peut être faite à la lumière des événements boursiers du second semestre 2007 avec l'affaire des *subprimes* et aussi avec l'affaire du trader de la Société Générale.

Certains analystes, notamment l'Américain Ed Yardeni, ancien chef économiste de *Deutsche Bank Securities* à New York, pensent que l'ampleur de ses pertes, qu'il a été incapable de compenser à temps, aurait décidé les autorités financières américaines à baisser leurs taux d'intérêt, afin de tenter de mettre fin à la récession américaine. "*Every cloud has a silver lining*", proverbe anglo-saxon qui veut dire "à quelque chose malheur est bon". Et Ed Yardeni a remercié publiquement Jérôme Kerviel d'avoir crevé l'abcès. Ceci est d'une extrême gravité si

l'on pense qu'il y a eu des fuites au plus haut niveau, la puissance et l'intelligentsia financière mondiale ayant prévalu sur l'autorité politique du premier pays concerné : la France.

Cet épisode illustre encore le pouvoir incommensurable des médias qui prennent en défaut la gouvernance traditionnelle.

12. UN ENVIRONNEMENT MAL GERE

Sous la pression de la démographie et du profit, l'homme exploite la planète, sans discernement, depuis le début de l'ère industrielle. Il se trouve aujourd'hui confronté à sa mauvaise gestion. L'environnement se détériore, les ressources naturelles s'épuisent, de nouvelles maladies apparaissent, les flux migratoires s'accroissent.

121. Une planète de plus en plus inhospitalière

Les maux qui affectent la planète revêtent des formes diverses :

- le réchauffement climatique lié à l'effet de serre ;
- le trou dans la couche d'ozone ;
- la régression de la biodiversité ;
- la pollution des différents milieux (atmosphère, terres, mers et réseaux hydrographiques) ;
- la dégradation des sols ;
- la déforestation (Brésil, Malaisie, etc).

Les conséquences de ces phénomènes pèsent déjà sur l'humanité mais elles frapperont de plus en plus durement certaines populations à cause de :

- la raréfaction des ressources alimentaires ;
- des risques d'inondation accrus, à cause de l'élévation du niveau de la mer et de la modification du climat ;
- la fonte des glaces aux pôles qui modifie la donne géopolitique en Arctique (passage du nord, rivalités territoriales).

122. Des ressources naturelles qui s'épuisent

Les ressources naturelles sont extraites de l'environnement. Outre l'eau, les ressources agricoles, les ressources halieutiques, le bois, il s'agit du pétrole, du gaz, du charbon, des minerais.

Le réchauffement climatique et la pollution restreignent la ressource en eau, notamment en eau potable. Cette pénurie, ajoutée à la dégradation des sols, provoque une baisse des rendements agricoles dans certaines zones (désertification). De même, la surpêche entraîne la diminution de la ressource halieutique.

Les réserves de combustibles fossiles de la planète sont fixes ; au rythme de consommation actuel, leur épuisement semble inéluctable. Malgré les violentes polémiques, ce fait est aujourd'hui reconnu, tant par les scientifiques que par les industriels, à quelques nuances chronologiques près. La différence d'échéance se compte en décennie.

123. Des grandes pandémies qui peuvent devenir réalités ⁴

L'émergence de nouvelles maladies infectieuses, redoutables à l'échelle de la planète pour l'homme ou les animaux d'élevage, relève à la fois de la mondialisation et à la dégradation de l'environnement ;

- la dissémination des agents pathogènes est facilitée par l'accroissement des déplacements humains (sida, H5N1, etc.) ou des transports de bétail (vache folle) ;
- leur mutation sous des formes plus dangereuses, leur extension vers de nouvelles zones ou leur développement sont favorisés par les changements climatiques.

La lutte contre les grandes pandémies suppose des moyens et des budgets qui mettent à mal la solidarité entre Etats.

124. Des phénomènes démographiques toujours plus difficiles à contrôler

Ce sont les poussées énormes de population (Chine, Inde). Ce sont aussi les flux migratoires, souvent incontrôlés :

- des pays pauvres vers les pays riches ;
- des zones rurales vers des villes qui peuvent devenir d'énormes foyers de tensions à cause de leur développement parfois tentaculaire et anarchique ainsi que de leur ghettoïsation ;
- des territoires dévastés par des guerres civiles (à caractère ethnique, tribal ou religieux) vers des régions moins exposées ;
- des terres devenues inhabitables (désertification dans le Sahel, inondations au Bangladesh, disparition de la Micronésie) vers des endroits plus hospitaliers.

Le resserrement des mesures de sécurité après les attentats du 11 septembre 2001, la crise irakienne, l'alerte au SRAS ou encore la remontée du chômage dans certains pays n'ont pas empêché les niveaux d'immigration de rester élevés, voire proches des records historiques enregistrés au cours des dernières années, note l'OCDE.

13. UNE HUMANITE TOUJOURS AUSSI DIVISEE.

Les dangers hérités de la guerre froide n'ont paru s'apaiser qu'un temps, au lendemain de la chute du mur de Berlin et de la première guerre du golfe. Si les médias rapprochent certaines communautés, ils favorisent les réflexes identitaires en jouant avec les opinions publiques. Cela est d'autant plus préoccupant que la supériorité militaire des pays occidentaux est défiée par le terrorisme, que la prolifération des armes de destruction massive gagne du terrain, que la violence s'internationalise plus facilement que par le passé.

131. Le renforcement identitaire

L'accès d'un nombre croissant d'individus à des réseaux d'information et de communication communs conduit à plusieurs conséquences :

La première est une prise de conscience accrue de la diversité culturelle et de l'interdépendance de l'ensemble des individus. Du fait de la multiplication des sources d'information, cela s'exprime par une meilleure connaissance de l'environnement et des enjeux mondiaux.

La seconde est le positionnement des populations par rapport au mode de vie occidental devenu référence. Il suscite le rejet par ses faiblesses supposées comme la liberté d'expression ou ses prétendus excès comme la liberté de mœurs. Dans le même temps, son opulence supposée fait rêver.

La troisième est le fort brassage des courants religieux et philosophiques. Loin de stimuler la tolérance, il encourage des communautarismes identitaires fondés sur un refus du relativisme et l'affirmation de la supériorité d'une culture sur les autres. On voit fleurir les fondamentalismes religieux, toutes sortes d'intégrismes, de l'islam salafiste à l'église évangéliste en passant par le rabbinat orthodoxe.

132. L'information devient émotion

La rapidité des informations forme des opinions publiques plus, sur le registre de l'émotion, que de la conviction étayée par l'analyse.

La puissance médiatique n'est plus l'exclusivité des Etats-Unis ; Internet à la disposition de tous, télévision par satellite avec *Al Jazeera*, *El Manar*. Il y a une émergence médiatique des pôles terroristes.

Le front médiatique apparaît plus décisif que jamais. Les portables, les caméras miniaturisées et les blogs de combattants ou de témoins oculaires permettent désormais une diffusion globale quasi instantanée d'images dénonciatrices. Aussi intenses soient-ils, des bombardements ne peuvent détruire les mailles d'Internet, conçu pour résister au feu nucléaire.

133. La prolifération NBC

On parle de *prolifération horizontale* pour l'augmentation grandissante des armes de destruction massive et du nombre de pays détenteurs et de *prolifération verticale* pour le perfectionnement de l'arme nucléaire. Ceci est souvent en contravention avec les traités.

Au cours des deux dernières décennies, la possession de l'arme nucléaire par Israël, ainsi que la détention d'une bombe "virtuelle" par le Japon, s'est confirmée. Plus récemment, la dissémination s'est étendue à l'Inde, et au Pakistan, en attendant l'Iran. D'autres pays comme le Brésil, l'Algérie, la Syrie, l'Arabie saoudites sont soupçonnés de développer un programme. A cela, il convient d'ajouter que le chimique est le nucléaire du pauvre (Soudan, Birmanie, etc.).

Parallèlement, les essais de missiles balistiques, dont la portée ne cesse d'augmenter, se répandent partout dans le monde. La miniaturisation des armes et la sécurité des chaînes de commandement progressent.

La prolifération des acteurs, la diversité des doctrines, les améliorations techniques modifient complètement les conditions d'emploi et démultiplient les risques.

Pour conclure, certains Etats ont abandonné leur programme en exerçant un chantage : la Corée du Nord a bénéficié d'une aide économique, on ignore les avantages qu'on pu en tirer l'Afrique du Sud et la Libye.

134. Le déclin de la capacité militaire des pays occidentaux

A côté du relâchement de l'effort de défense de nombreux pays du bloc occidental, deux tendances sont préoccupantes ;

- la première est la faillite du système militaire américain en Irak - forces terrestres incapables de mener un combat décentralisé et numériquement insuffisantes, faiblesse du renseignement,
- la deuxième est l'évidence de l'esprit "munichois" de la plupart des pays occidentaux avec les concepts de guerre "zéro mort" et de "privatisation" des conflits.

135. Les réseaux internationaux de violence

Les réseaux internationaux de violence, que l'on peut interpréter comme des conflits locaux voire régionaux ; les conflits entre les guérillas et les états sud-américains (Chiapas au Mexique, en Colombie, au Pérou,...), entre le Pakistan et l'Inde, peuvent aussi se lire à travers un prisme plus large, à caractère transnational. Ces conflits s'appuient en vérité sur le transfert d'armes, la production de drogues... Terrorisme, trafic de drogue, blanchiment d'argent sale, immigration clandestine sont les nouveaux périls également cartographiables et sources de conflits dans des zones géographiques plus ou moins délimitées. Ce sont des réalités

multiformes, proliférantes, organisées en réseaux plus ou moins décentralisés et plus ou moins vulnérables ; en tout cas, ce sont des dangers difficilement identifiables, très rarement circonscrits sur un seul territoire (déterritorialisation).

En définitive, on ne peut manquer, après avoir considéré cette évolution du monde depuis 1989, de répondre OUI à la question « la dangerosité du monde a-t-elle augmenté ? » et, compte tenu des facteurs d'évolution analysés, de jauger que le facteur que nous désignons sous le terme générique de remilitarisation (souvent favorisé par le lobby de la production industrielle et du commerce des armes) paraît un avatar secondaire de cette dangerosité.

Ceci est d'autant plus vrai que les dangers perceptibles sont constitués de réalités multiformes, difficilement identifiables, jouissant le plus souvent de « déterritorialisation », alors que la remilitarisation est liée, par essence, à des Etats bien identifiés.

II- U_N MONDE REDESSINE

Le rejet des Etats-Unis qui s'est généralisé, le rôle de premier plan de la Chine, l'effacement de la Russie pendant une longue décennie, l'apparition de El Qaïda sont autant d'éléments qui laissent à penser que l'on est passé d'un monde bipolaire à un monde multipolaire.

Le monde est devenu beaucoup moins lisible, la notion de risque beaucoup plus floue, plus incertaine, s'est substituée à la netteté de la menace. L'analyse purement géopolitique des conflits centrée sur l'Etat est insuffisante, il convient d'avoir une vision plus géographique des conflits et repenser la sécurité internationale.

Par ailleurs, il ne s'agit plus aujourd'hui de se battre pour des territoires, mais de rivaliser pour des marchés, la puissance ne réside plus dans l'appropriation brutale d'un territoire, mais dans la manipulation subtile des flux (Guerre du golfe).

Enfin, l'état de crise qui caractérise les divers niveaux de la situation mondiale est la conséquence d'un faisceau de « hauts risques » ; l'effondrement de la gouvernance mondiale par défaut de leadership, l'échec de la mondialisation (crise économique mondiale), les désordres internes et remise en question de la paix civile.

Tel est le contexte dans lequel se constituent des « Pôles complets de puissance » combinant puissance militaire et économique) susceptibles d'alliances, qui rendent peut-être caduc, le monde duel de la guerre froide d'antan.

21- L'ORGANISATION EN POLE DE PUISSANCE

Il convient de préciser la notion de « Pôle de puissance ». La formule "charge électrique opposée" utilisée par Alexandre Adler dans Le Figaro du 27 janvier 2008 dans un article intitulé "Le théorème égypto-iranien" où il écrit que "L'Egypte à l'ouest et l'Iran à l'est semblent fonctionner comme deux pôles de charge électrique opposée" illustre très bien la notion de Pôle.

On peut également préciser que ces pôles de puissance sont les Etats, les communautés d'Etats, les institutions ou les groupes qui ont la capacité et la volonté suffisante pour exercer leur puissance ou leur influence sur la scène internationale pour leurs propres intérêts.

211- Les critères de puissance

Ce qui fait un pôle de puissance, c'est la réunion d'un certain nombre de critères qui ne sont pas sans rappeler les domaines évoqués dans le chapitre précédent (à cet égard on peut parler de pôles de

puissance complets ou de pôles de puissance inachevés suivant le nombre et la qualité des critères qu'ils remplissent). Quels sont ces critères ?

La puissance militaire peut être appréciée par le budget consacré aux armées et par les effectifs de ces dernières.

En seconde approche il convient d'examiner :

- la qualité des équipements et des hommes ;
- la capacité de projection tant aérienne que maritime;
- le potentiel des armes de destruction massive ;
- les moyens de renseignements.

La puissance financière d'un pays repose sur :

- l'autorité de sa banque centrale qui rythme la croissance, module l'inflation et régule les marchés financiers en agissant sur les taux d'intérêt et les liquidités ;
- la capacité des autres acteurs (bourse, banques, assurances, sociétés, etc.) sur les marchés financiers (monétaire, obligataire, actions, matières premières, produits de base) ;
- ses possibilités d'investissement à l'étranger ;
- les réserves de change liées aux excédents commerciaux (celles des banques centrales asiatiques sont passées de 1 000 à 2 500 milliards de dollars entre 2000 et 2005).

La puissance économique et commerciale d'une nation s'appuie :

- sa géographie qui facilite ou non son ouverture sur le monde ;
- ses ressources (matières premières, produits de base, énergie) ;
- ses infrastructures ;
- sa gouvernance (stabilité, lois sociales, capacité d'adaptation à la mondialisation, lutte contre la corruption) ;
- sa population (éducation, culture, niveau de vie et productivité) ;
- ses savoir et ses savoir-faire en matière de technique et d'organisation.

La maîtrise de l'espace : Le club des puissances spatiales, celles qui disposent de lanceurs et de satellites, reste encore relativement fermé. Cette compétence est :

- un élément clef des technologies de l'information et des communications (TIC) ;
- un composant essentiel de la puissance militaire (TIC, renseignement) ;
- une vitrine technologique.

La puissance sanitaire : Elle permet en théorie de sortir sans trop de dommages d'éventuelles épidémies et pandémies (prévention, détection, gestion). Or la crise du SRAS a rappelé la réalité d'une possible pandémie mondiale et que tous les pôles étaient très inégalement équipés pour faire face à une crise qui ne manquerait pas de désorganiser les Etats.

La stabilité des institutions : La Chine a prouvé la stabilité de ses institutions avec l'apparition du socialisme de marché. La Russie au contraire n'a pas su sortir du communisme et sa stabilité semble reposer sur un homme.

Un pouvoir de décision fort : (George Walter BUSH, Vladimir POUTINE ; de ce point de vue l'Europe n'a aucune visibilité). M. G W Bush avec son aventure Irakienne rappelle que les pouvoirs forts peuvent mettre en danger les équilibres mondiaux. La guerre en Tchétchénie s'inscrit dans cette analyse.

L'idéologie messianique : (on pense à la France militant pour les Droits de l'Homme, aux Etats-Unis et à leur propension à vouloir instaurer partout la Démocratie, à l'Islam sunnite ou chiite rêvant d'imposer la Charia au monde). Par ailleurs, si dans un conflit classique, la puissance des armées est indispensable pour vaincre l'adversaire, la confrontation idéologique est déterminante dans l'affrontement actuel face à un ennemi qui a rarement une adresse connue et dont la « force » réside dans une interprétation haineuse et belliqueuse des enseignements d'une grande religion.

la puissance diplomatique : l'appartenance à des « clubs diplomatiques » (conseil de sécurité de l'ONU, G8, OMC Davos,...). Cette puissance repose sur un certains nombre de réalités : droit de veto au conseil de sécurité , siège au G8, liens privilégiés avec les anciens pays colonisés (Fr, ESP, GB) ou dominés (Russie), diaspora (Chine ?), vente d'armes, aide financière. On assiste dans ce domaine à l'émergence de la chine qui s'implique en Afrique et agit désormais en dehors de sa sphère d'influence (Darfour).

La puissance démographique : Mieux que par le nombre se mesure à l'aune de l'homogénéité de la population, ce qui implique le contrôle des flux migratoires (à la lumière de ce critère on peut mesurer la baisse des Etats-Unis suite à l'afflux hispanique encore que le « creuset » américain, véritable patchwork d'ethnies d'obédiences et d'origines diverses soit la caractéristique majeure et peut-être finalement la force ultime de ce pays). On doit également souligner l'existence d'une diaspora active et nombreuse (Chine, Inde, Israël) ainsi que l'existence de liens privilégiés, plus ou moins, avec d'anciens pays colonisés (la Francophonie, le Commonwealth, la Hispanidad) ou dominés (l'Empire russe).

Les Médias et l'opinion publique : L'hyper-information⁵ n'a ni frontière ni territoire, sa vitesse est illimitée. Elle touche tous les domaines de la connaissance. Elle est de nature à modifier les sociétés, les cultures et les hommes dans leur organisation et dans leur situation dans le monde. En conséquence, de nombreux pays ;

- se dotent moyens techniques et d'organismes pour les mettre en œuvre (télévision, Internet, radio) afin diffuser des programmes en dehors de leurs frontières, éventuellement en plusieurs langue;
- elles choisissent des thèmes recevables par le plus grand nombre comme celui des droits de l'homme et qui soutiennent leur influence (émissions culturelles, journaux d'informations) ;
- elles sélectionnent des événements (sportifs, musicaux, people comme les mariages princiers) ou des exploits technologiques (espace, réalisations architecturales) qui favorisent leur rayonnement.

A partir de ces critères il est possible de déterminer un certain nombre de pôles de puissance : à l'évidence les Etats-Unis, la Chine, la Russie, peut-être l'Inde, quant à l'Europe elle constitue un pôle inachevé. Quel est le visage du monde d'aujourd'hui ?

212- Les « pôles majeurs »

Quatre pays sont les acteurs majeurs d'aujourd'hui : Etats-Unis, Chine, Inde, Russie.

Les Etats-Unis : L'Hyperpuissance Américaine est battue en brèche par l'émergence rapide de nouvelles puissances avec lesquelles il va falloir maintenant compter. Les premières années 2000 voient une évolution de cette situation qui s'accroît de nos jours.

Les Etats-Unis envahissent l'Irak et s'y embourbent. Sur le plan économique, leur croissance connaît une baisse significative. Les investisseurs arabes et chinois contrôlent un nombre croissant de grandes entreprises. Le dollar perd du terrain face à l'Euro dans les réserves de change et dans les transactions internationales. La FED perd de son influence face aux autres grandes banques centrales.

La Russie : Après les désastres économiques et sociaux causés par les oligarques, Vladimir Poutine, reprend la direction du pays et en renforce la défense.

L'histoire et la langue partagées ne suffisent plus à aujourd'hui à maintenir l'unité de pays qui constatent chaque jour la divergence de leurs intérêts.

Les nouveaux Etats ont évolué en cohérence avec leur propre environnement, l'énergie est l'une des clefs de l'évolution de l'espace ex-soviétique. L'autre clef, c'est la question des nationalités qui fragilise la Russie ; les habitants de Tchétchénie, de Transnistrie, par exemple, subissent tous les jours, derrière un conflit ethnique, l'exploitation politique et mafieuse d'espaces artificiels de non droit.

La Chine : La Chine est d'abord une réalité humaine et démographique, avant d'être une menace pour nos emplois et la source d'un des problèmes les plus épineux de la mondialisation. Sa croissance économique a forcément un impact profond sur le monde entier: la Chine, c'est un cinquième de la population mondiale, deux fois et demi celle de l'Union européenne, vingt fois la France. Elle dispose de la première réserve monétaire du monde évaluée à 1500 milliards de dollars.

La Chine a besoin de plus en plus de ressources en énergie et matières premières. Cela crée des tensions sur les marchés internationaux et pourrait remettre en cause notre accès à ces ressources.

Si l'émergence de la Chine apparaît ensuite comme une menace pour nos emplois, elle est aussi un marché émergent pour nos produits, Les droits de l'homme et la démocratie sont le talon d'Achille de la Chine d'aujourd'hui.

L'Inde : Ce pays est une puissance nucléaire qui se classe au second rang mondial en matière du nombre d'habitants et de ce fait il est considéré comme la plus importante des démocraties qui a joué un rôle moteur dans le mouvement des pays non-alignés.

Il est aussi la troisième puissance économique si l'on résonne en terme de parité de pouvoir d'achat. Sur le plan diplomatique son rayonnement est mondial. De plus, son armée se classe, par ses effectifs, la troisième du monde.

L'establishment, celui qui se déplace à Davos, va progressivement prendre les positions régionales ou mondiales.

L'Inde joue un rôle important sur la scène internationale. Les indiens sont partout : il faudra désormais compter avec eux.

213- Les « pôles inachevés », héritiers d'une histoire en mouvement.

L'Europe : L'Europe est aujourd'hui la 1ère puissance économique mondiale. Elle a vocation à être un pôle de puissance majeur dans la nouvelle donne internationale. Certes, elle rencontre des difficultés sur le plan institutionnel, souffre de son absence de politique commune et sa croissance économique pourrait être plus forte. Mais elle demeure un projet extraordinaire, au sens plein du terme, pour les autres régions du monde comme modèle de coopération pacifique. Le développement de ses capacités de défense demeure un impératif pour lui permettre d'être un acteur autonome et pour renforcer le pilier européen de l'Alliance atlantique.

L'islam Sunnite : Le pôle islamique est une nébuleuse hétérogène qui trouve toute son unité à travers son prosélytisme religieux et dans son antagonisme vis-à-vis des autres pôles dont les populations sont impies. Il regroupe le monde musulman sunnite : son épiscentre est situé au moyen orient il trouve de puissants relais, grâce aux pétrodollars et au terrorisme, dans des pays de culture différente : arabes, turcophones, d'Afrique subsaharienne, dans le sous continent indien, en Asie du sud Est, dans le Caucase en Asie centrale, en Chine, parmi les musulmans d'Europe et d'Amérique du Nord. Il offre aux plus instruits un idéal, aux plus défavorisés la perspective de lendemains qui chantent et à tous les combattants une justification aux querelles de pouvoir, aux conflits territoriaux ou ethniques. Le Coran sert de constitution à ce pôle et les règles rigides de l'islam façonnent les modes de vie.

« **L'arc Chiite** » : seulement une réalité géographique qui représente cependant 160 millions de personnes .

L'existence d'une entité chiite à l'intérieur du monde musulman est difficile à affirmer. Les chiites sont divisés religieusement et politiquement :

- le chiisme se divise en plusieurs obédiences (Ismâïliens, Druzes, etc.) qui diffèrent par le dogme, le clergé, les pratiques religieuses ;
- les communautés chiites des divers pays ont des objectifs politiques différents, souvent celui d'affirmer la place de leur communauté (Liban, Irak, Pakistan).

Leur unité, fréquemment encouragée par l'Iran qui veut s'affirmer comme une puissance régionale, est ponctuelle :

- contre les sunnites, quand il s'agit de défendre leurs intérêts ;
- avec les sunnites face aux satans du monde occidental.

214- Les « pôles transnationaux »

La crise du Kosovo, délestée de sa charge émotionnelle et médiatique a mis en évidence la déconstruction croisée des trois piliers de la sécurité internationale : l'ONU, l'OTAN, les nations. L'intervention de l'OTAN a fait éclater le primat de l'ONU en mettant en cause l'inviolabilité de la souveraineté nationale, principe dont l'ONU a longtemps été la meilleure tribune. D'un autre côté, l'OTAN a fourni une performance discutable lors de son intervention, dont la justification n'a d'ailleurs pas séduit tout le monde, et subit un certain discrédit.

L'Organisation des Nations Unies (O.N.U.), dans sa configuration actuelle, demeure à la fois indispensable et désespérément impuissante face aux grands contentieux contemporains. Les inégalités entre le Nord et le Sud, et au sein des sociétés, ainsi que la dégradation de l'environnement font peser de nouvelles menaces sur la sécurité internationale. Les Nations Unies à l'ère de la Mondialisation doivent se réformer profondément pour faire face à de nouvelles menaces ; l'impact négatif de la mondialisation sur de nombreux pays, la dégradation de l'environnement, le terrorisme international, la criminalité organisée transnationale,.... Or le système de l'ONU est le seul instrument universel pour répondre à ces défis.

Deux problèmes mondiaux requièrent une action urgente qui déterminera l'avenir de l'humanité : l'éradication de la pauvreté et la survie écologique de la planète.

Le rôle principal de la communauté mondiale à l'ère de la mondialisation est de renforcer le droit international et de développer un nouvel ordre mondial de coopération internationale.

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.) loin de disparaître à la fin de la Guerre froide et après l'effondrement de l'Union soviétique, s'est élargie à de nouveaux membres et à de nouvelles missions.

Le concept actualisé de 1997 prend en compte les éléments suivants ; la préservation du lien transatlantique, le maintien de capacités militaires efficaces, le développement de l'Identité européenne de sécurité et de défense au sein de l'Alliance, la prévention des conflits et la gestion des crises, le partenariat, la coopération et le dialogue, l'élargissement de l'Alliance à de nouveaux membres, la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération.

Enfin, le Concept stratégique fixe des orientations pour les forces de l'Alliance. La stratégie fixée prévoit la poursuite de la mise en place des capacités militaires requises pour l'accomplissement de toute la gamme des missions de l'Alliance, de la défense collective au soutien de la paix et à d'autres opérations de réponse aux crises.

Les Institutions Financières Internationales: Elles se trouvent actuellement dans la tourmente. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) ont en commun ; la promotion active du système économique dominant, une absence totale de contrôle démocratique... et une période de turbulences dont elles ne semblent pas pouvoir s'extraire. Un malaise frappe les institutions financières internationales ; l'OMC est totalement paralysée, le FMI déficitaire est en panne de clientèle, la BM est en convalescence et l'OCDE est prise à son propre jeu d'instance qui ne peut que proposer, et non disposer.

Laisser la situation en l'état actuel ne peut que creuser le gouffre qui sépare les pays riches des autres.

22- LES ZONES A RISQUES AVERES OU POTENTIELS : Etats pivots, points de ruptures, lignes de fractures, zones d'exploitation sont les points sensibles d'aujourd'hui.

221- Les « Etats-pivots »

A côté des pôles de puissance, des états pivots : ce sont des états dont l'importance réside principalement dans leur situation géographique. On peut citer, entre autres :

la Turquie : Influente en Asie Centrale, la Turquie occupe dans le Bosphore une position stratégique. Nostalgique de l'empire Ottoman elle se heurte toujours au problème de la laïcité et du voile et n'a de cesse que de régler leur compte aux Kurdes en Irak et aux Grecs à Chypre, bien que tous deux membres de l'OTAN. La Turquie est aussi malade de l'Europe. Passerelle entre deux continents elle est à la fois un pays européen et un pays d'Asie. Profondément liée à l'Europe par son histoire, sa culture la tire plutôt vers l'Asie.

Le Caucase du Sud : La nouvelle guerre froide. Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie», à la fois sur le Caucase et la Caspienne. Caucase du Sud, la nouvelle guerre froide. Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie», Nés sur les décombres de l'ex-URSS, les trois Etats de Transcaucasie (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) subissent des pressions géopolitiques constantes. Théâtre des jeux d'influence régionale de la Russie, de l'Iran et des Etats-Unis, le Caucase du Sud traverse une transition difficile et instable.

L'Ukraine : Berceau et ancien grenier à blé de la Russie, le fait qu'elle n'en fasse plus partie modifie la nature même de cette dernière. L'Ukraine subit de fortes pressions de cette dernière. Par sa position géographique, l'Ukraine, tout comme la Biélorussie, forme le cœur géographique des relations commerciales de la région, mais elle représente aussi un

enjeu stratégique puis que c'est par ces deux états que transite l'essentiel des exportations russes de gaz et de pétrole vers l'Europe.

L' Iran : La République islamique d'Iran continue d'inquiéter, et pour de bonnes raisons. Le Président Ahmadinejad persévère dans ses provocations à l'égard d'Israël, dans sa négation de la Shoah. Le Régime poursuit des ambitions nucléaires pour le moins ambiguës, même s'il proteste de ses intentions pacifiques et de son attachement au Traité de non prolifération.

La population est dressée contre l'occident par ses dirigeants qui nous décrivent comme les partisans de la menace, de la sanction et de la force.

Le Régime poursuit des ambitions nucléaires pour le moins ambiguës, même s'il proteste de ses intentions pacifiques et de son attachement au Traité de non prolifération.

La population est dressée contre l'occident par ses dirigeants qui nous décrivent comme les partisans de la menace, de la sanction et de la force.

La Corée du Sud : Dans un Etat qui, au cours des dernières décennies, s'est surtout fait connaître par sa croissance économique exceptionnelle, le nationalisme teinté d'un certain anti-américanisme inédit pour un Etat qui, pendant plus de cinquante ans, fut un partenaire calme semble aujourd'hui s'imposer comme un véritable phénomène de société. Faut-il cependant y voir un risque sécuritaire ? Ou le réveil d'une nation qui peut désormais s'assumer, et affirmer son indépendance et son particularisme ? La Corée du Sud fait également aujourd'hui partie des principales puissances économiques dans le monde.

Concernant les relations avec la Corée du Nord, la Corée du Sud fait face à un risque de destruction assurée.

Le Japon : Deuxième puissance économique mondiale, aux liens étroits tant avec ses voisins immédiats (Chine) qu'avec le reste du monde. Dans le même temps, le Japon agace voire fait peur. Il fait preuve d'ambition politique (membre permanent du conseil de sécurité) appuyée par un activisme militaire risquant de déboucher sur une nucléarisation du pays. Le Japon bouge, plus que nous ne le pensons ou ne le voyons. Il est aussi en crise, tiraillé qu'il est entre relents nationalistes et globalisation, « réhabilitation du système impérial » et essor d'une démocratie participative, idées nationalistes et occidentalisation. Ainsi le spectre d'une possible montée du militarisme identique à celle des années 20 subsiste malgré une intégration différente du Japon au monde.

222- Les « points de rupture »

Ce sont les lieux de conflits larvés, lesquels peuvent amener des pôles de puissance à s'affronter : Israël, le Liban, l'Afghanistan, la Corée du Nord, la Corée du Sud, Taiwan, et plus récemment le Pôle Nord.

Parmi ces points de rupture on peut placer les « Zones de Flux », évoquées précédemment, c'est-à-dire les routes d'approvisionnement, les débouchés vers la mer du pétrole et du gaz..

Israël : En Israël, les lignes de forces qui sous-tendent la situation économique, sociale et politique ne se sont pas modifiées depuis l'assassinat d'Yitzhak Rabin en 1995. Elles se caractérisent par deux constantes : l'émiettement d'une société devenue néo-libérale et l'incertitude concernant le processus de paix avec les Palestiniens.

Société de l'imprévisible, Israël est la seule démocratie au Proche-Orient. La victoire du Hamas à Gaza, les menaces du Président iranien Ahmadinejad, l'instabilité au Liban et le réarmement du Hezbollah, la montée du fondamentalisme en Jordanie et en Egypte, le soutien

syrien aux extrémistes palestiniens, représentent autant de défis pour une société israélienne désenchantée qui ne fait plus confiance à sa classe politique.

Le Liban : Le Liban, la région la plus agitée du monde, où terrorisme et répression, liberté et résistance se mélangent et s'amalgament comme dans la lave d'un volcan en activité.

L'enjeu est décisif, ou bien les libanais vont arriver à échapper à la colère des pays de refus et restituer un Etat de droit, ou bien les libanais s'engagent sur une voie de divergence, ce qui risque alors d'immerger le pays dans un océan d'intolérance et de partage.

L'enjeu est décisif, ou bien les libanais vont arriver à échapper à la colère des pays de refus et restituer un Etat de droit, ou bien les libanais s'engagent sur une voie de divergence, ce qui risque alors d'immerger le pays dans un océan d'intolérance et de partage.

L'Afghanistan : Cinq ans après l'effondrement du régime des talibans, la coalition occidentale et ses alliés locaux ne semblent pas en mesure de maîtriser une situation devenue, au fil des derniers mois, de plus en plus incertaine. Le mollah Omar est toujours insaisissable et l'autorité du gouvernement de Kaboul ne s'exerce guère au-delà des banlieues de la capitale. La production et le trafic de drogue se portent au mieux. A la faveur de la confusion générale, il convient de s'interroger sur la nature des « forces profondes » qui commandent l'évolution du chaos afghan et font que la « montagne rebelle » risque de demeurer pour longtemps le « territoire de la guerre ».

La Corée du Nord : la question nord-coréenne, est un signal d'alarme de ce qui pourrait devenir, dans les prochaines années, la plus grande crise sécuritaire de la planète.

Taiwan : Taiwan fait aujourd'hui souvent parler d'elle du fait d'une très complexe relation identitaire et politique avec la Chine, doublée d'une tension géopolitique croissante et de plus en plus menaçante. Une question fondamentale se pose sur les relations croisées entre la politique de l'identité à Taiwan et la géopolitique du détroit : Vers quels scénarii de guerre ou de paix va-t-on dans le détroit de Taiwan, et dans quel échéancier politique ?

Le Pôle nord : Le réchauffement climatique débouche sur un refroidissement des relations diplomatiques. Longtemps, cette étendue gelée a été considérée comme une Terra « incognita ». L'Arctique présente aujourd'hui au moins trois enjeux stratégiques majeurs ; dans le domaine militaire, être présents dans l'océan Arctique permet aux Russes et aux Américains de faire peser une menace nucléaire sur toutes les grandes villes de l'hémisphère Nord. Dans le domaine économique, les experts américains et norvégiens estiment qu'un quart des réserves naturelles non encore découvertes de gaz et de pétrole se situent au-delà du cercle polaire.

La sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Union Européenne passera demain par l'Arctique. Enfin l'enjeu est écologique. Si le Groenland est la plus grande réserve d'eau douce de la planète, l'exploitation de l'Alaska telle que l'envisagent les pays riverains risque de dégrader encore davantage l'environnement.

Les zones de flux : Ce sont les zones dont le contrôle assure la sécurité des approvisionnements. Les détroits qui en assurent le contrôle y ont une importance stratégique essentielle. Véritables portes océaniques, que l'on peut vouloir maintenir ouvertes ou fermées, demeurent des enjeux majeurs pour les flux commerciaux et migratoires, comme pour les questions de sécurité et de déploiement des stratégies navales.

L'économie mondiale se « maritimise » ; le trafic maritime mondial est en forte hausse et a porté la formidable croissance du commerce international, ses flux ont été multipliés par 5 entre 1970 et 2001.

Cette explosion du trafic maritime, en particulier dans certains détroits extrêmement actifs, pose la question de la sécurité de la navigation. En 1999, on a dénombré 75 510 passages dans les détroits de Singapour et de Malacca.

Points de passage stratégiques. Les routes maritimes demeurent donc au coeur des préoccupations et des calculs des gouvernements. La piraterie s'y développe notamment dans les Caraïbes ou en mer de Chine du Sud. Les détroits constituent donc des enjeux géopolitiques majeurs dans une économie mondialisée (voir Annexe 4).

223- Les zones d'exploitation :

Le reste du monde, Afrique, Asie Centrale, Amérique du Sud, Asie du Sud-est, Moyen-Orient, constitue autant de zones d'exploitation (pétrole, gaz, drogue, et autres ressources) et donc de conflits potentiels. Ce sont aussi les zones sur lesquelles les pôles majeurs exercent leur influence pour soutenir leur économie et garantir leur sécurité.

L'Afrique subsaharienne: (voir Annexe 3) l'Afrique subsaharienne se présente comme une marmite à pression dans laquelle s'accumulent des problèmes de tous ordres (dont celui de la misère extrême et des migrants clandestins) qui finiront par exploser à la face des pays riches. Le PIB des 50 Etats africains subsahariens ne représente que 1% du PIB mondial. La dette cumulée de ces pays (300 milliards de dollars) est presque équivalente au PIB (350 milliards de dollars). Le revenu par habitant est en moyenne inférieur de 10% à ce qu'il était en 1980.

Trois milliards d'êtres humains, soit la moitié de la population du globe, vivent aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour. Cette « misère lourde, profonde », nourrit l'immigration vers « l'eldorado » des pays du Nord. La lutte contre cette inégalité Nord-Sud n'est plus seulement une exigence morale et éthique, elle devient une nécessité politique, celle de prémunir l'Europe de l'afflux incontrôlable d'immigrants économiques.

Le Maghreb : Marocains, Mauritaniens, Algériens, Tunisiens, Libyens, ils sont près de 85 millions, tiraillés entre le respect des normes sociales ancrées dans leur histoire, le désir de consommer des biens matériels comme en Europe ou à Abû Dabi et l'attrait de l'Islam, Le sentiment d'être victime d'injustice est dominant. Injustice de l'Occident envers le Monde arabe, injustice sociale de plus en plus marquée car les fortunes vite bâties s'exhibent sans retenue, injustice vivement ressentie dans l'accès à l'emploi. Ces pays sont de plus maintenant confrontés à la mondialisation qui met en difficulté leurs économies (concurrence de la Chine). Partout, la révolte pousse les jeunes diplômés chômeurs à l'émigration.

L'Asie centrale : Cette « région - poudrière » occupe bien, depuis la guerre du Golfe en 1991, l'épicentre de l'actuel « foyer perturbateur » mondial. Il englobe une aire géographique où l'islam est la religion dominante et où sont localisés, du Pakistan à l'Egypte, la plupart des grands affrontements : Cachemire, Afghanistan, Tchétchénie, Caucase, Kurdistan, Irak, Liban, Palestine, Somalie, Darfour...

Cette zone cumule aussi de fortes tensions internationales : différend entre le Pakistan et l'Inde à propos du Cachemire ; menaces sur l'Iran, suspecté de vouloir l'arme nucléaire ; pressions de la Russie en Transcaucasie ; craintes de la Turquie à propos du Kurdistan irakien ; nombreux litiges pour le contrôle de l'eau douce ; convoitises suscitées par l'existence, au cœur d'un vaste triangle formé par le Golfe, l'Iran et la mer Noire, des principales réserves d'hydrocarbures.

L'Amérique du sud : L'Amérique latine rejette la domination américaine et renforce sa puissance militaire. Peuplée de 560 millions d'habitants, sa composition ethnique est très variable. Les économies de la région bien que d'une taille et d'un niveau d'industrialisation très différents, allant du Mexique et du Brésil avec un PIB de 700 à 800 milliards de dollars, jusqu'au Paraguay et la Bolivie avec 6 ou 7 milliards de dollars, ont toutes hérité le dualisme structurel des années 50 et 60 entre les pôles de développement industriel et les régions sous-développées. Le Mercosur, penché à gauche, se débat entre ses succès internes et une diffuse idéologie tiers-mondiste à deux versants (Lula, Chavez), qui essaie de constituer un bloc sud - sud, pour combattre la mondialisation et l'hégémonisme américain, tout en ayant les États-Unis et l'UE comme ses principaux partenaires commerciaux. On ne saurait ignorer les graves problèmes de cette Amérique Latine qui cherche à surmonter ses énormes contradictions .

Le Moyen-Orient : Le plus vieux conflit de la planète, les récentes hostilités à Gaza et au Liban témoignent à leur façon des caractéristiques du nouvel état du monde, Le phénomène central de notre époque, la globalisation économique, ne semble pas avoir pesé, directement, sur ces affrontements proche-orientaux. Ni pour les déclencher, ni pour les attiser, ni pour les apaiser. Ce qui confirmerait le caractère archaïque de cette guerre où se mêlent disputes territoriales, crispations nationalistes et passions religieuses.

L'Asie du sud-est : Le fait que, une fois encore, le Proche-Orient se trouve sous les projecteurs des médias ne doit point faire oublier l'importance stratégique de l'Asie, où se joue en grande partie la destinée du XXIe siècle.

En raison du poids grandissant des deux géants, Inde et Chine. Et compte tenu que les dangers d'affrontement n'y sont pas négligeables entre la Chine et Taiwan, la Corée du Nord et le Japon l'Inde et le Pakistan

III-L'UNION EUROPEENNE ET LA FRANCE DANS CETTE NOUVELLE DONNE

31- L'EUROPE UN NAIN POLITIQUE qui ne pourra devenir un pôle majeur sans une politique fortement volontariste.

Quant à l'Union européenne, forte de sa très longue histoire de désastres guerriers, elle constituerait le meilleur des médiateurs... si elle ne demeurait pas un nain politique. L'Europe doit prendre ses distances avec le modèle Américain, acquérir plus d'autonomie stratégique réelle, poser les bases d'une sécurité européenne crédible.

En effet, de deux choses l'une : soit le wagon Europe s'attelle à la locomotive américaine. Dans cette hypothèse, le risque d'un déclin américain n'étant pas à exclure, le risque est grand pour l'Europe de se retrouver en situation de faiblesse par rapport aux nouvelles menaces ; soit il faut autonomiser le wagon Europe, le rendre crédible vis à vis du monde extérieur. Cela passe par un renforcement de la présence Européenne au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, une meilleure coordination entre ONU – OTAN et UE. Une définition du rôle et des responsabilités de chaque partenaires s'impose.

L'Europe devrait être perçue comme un idéal plus que comme un fardeau ou une contrainte

dont il faut accélérer l'unité politique et le rythme de développement. L'absence de politique commune constitue un handicap majeur qu'il faut impérativement surmonter pour avancer être crédible et efficace.

Les nombreux sujets de désaccord qui subsistent entre les nations (France et Grande Bretagne par exemple) laissent penser que l'Europe ne pourra devenir un pôle majeur sans crise.

32-LA PLACE STRATEGIQUE DE LA FRANCE : La France possède les atouts pour occuper une place stratégique majeure dans le monde de demain.

Face aux crises qui secouent le monde, face aux nouvelles menaces, la France a toujours choisi, d'abord, la voie de la prévention. Celle-ci demeure, sous toutes ses formes, le socle même de sa politique de défense. S'appuyant sur le droit, l'influence et la solidarité, la prévention passe par l'ensemble des actions de la diplomatie qui, sans cesse, s'efforce de dénouer les crises qui peuvent naître ici ou là.

Pour être entendus, il faut aussi, lorsque c'est nécessaire, être capable de faire usage de la force. La France doit donc disposer d'une capacité importante à intervenir en dehors de ses frontières, avec des moyens conventionnels.

Face aux inquiétudes du présent et aux incertitudes du futur, la dissuasion nucléaire demeure la garantie fondamentale de sa sécurité.

La France n'a plus seule la dimension suffisante pour agir et peser en toute autonomie. Elle ne peut le faire, dans bien des domaines, que par le truchement de l'Europe.

CONCLUSION

La résolution des crises qui empêchent aujourd'hui la constitution de vrais pôles de puissance passera nécessairement par des compromis (pas des compromissions) qui permettront à chacun de trouver sa place dans tel pôle de puissance, avec d'autres, au lieu de s'affronter de manière aveugle et de gaspiller une énergie qui sera plus utilement employée aux avancées économiques, scientifiques et technologiques.

Le débat actuel sur la réforme de l'ONU n'est rien d'autre que l'illustration du prix attaché au rôle des Nations unies. Dans la réalité d'aujourd'hui, combien de cessez-le-feu, combien de zones incandescentes, qui n'explorent pas parce qu'une poignée d'hommes en bleu préserve une trêve fragile, mais qui dure et vaut mieux que la guerre !

Il convient cependant de nuancer la capacité de ce dernier à mettre le monde à l'abri des crises en général et du terrorisme en particulier. Le premier ministre britannique Gordon Brown a fait une intervention dans ce sens au Forum économique mondial de Davos où il a proposé la création d'une "agence de réponse rapide" ayant "les moyens civils et militaires pour réagir sans délai aux crises internationales" ainsi que d'une banque mondiale de l'environnement pour aider "les PEDs à développer des sources alternatives d'énergie". (v. Le Figaro économie du 26/27 janvier 2008).

Dangerosité et remilitarisation se nourrissent mutuellement. Il semblerait que nous abordions une phase de course aux armements bis !

Cependant de nombreux indices nous laissent penser que la remilitarisation apparaît comme un risque secondaire, le plus grand danger aujourd'hui semble provenir des nouvelles menaces que font peser les déséquilibres économiques entre le Nord et le Sud, les épidémies,

les atteintes à l'environnement, les dérèglements de l'économie et de la finance mondiale, la pauvreté qui détruit les rapports humains dans les zones déshéritées d'Afrique ou d'Asie centrale, le sida qui mène des pays au chaos, le mépris de l'environnement qui ruine d'anciennes républiques soviétiques. La paix du monde dépend aussi du respect de ses équilibres et des hommes qui le peuplent.

Fin

REFERENCES

¹ ***Qu'est-ce que la mondialisation ?*** Sylvie Brunel www.scienceshumaines.com/qu-est-ce-que-la-mondialisation

² ***La nouvelle économie en questions*** Christian Bialès www.christian-biales.net/documents/Nouvelleeconomie

³ **Règle « les 4 D » :**

- *déréglementation (disparition des parités stables, abolition des restrictions aux mouvements de capitaux) ;*
- *désintermédiation ou accès direct des opérateurs aux marchés financiers sans intermédiaires ;*
- *décloisonnement des différents métiers de la finance.*
- *désengagement de l'Etat.*

⁵ **Wikipédia** Hyper-information

« ***Le dessous des cartes 2*** » Jean Christophe Victor Arte éditions 2007

« ***Un nouvel état du monde*** » Ignacio Ramonet.

« ***Le mythe de l'hyper-puissance Américaine*** » Nicolas Baverez.

« ***La France contre l'empire*** » Pascal Boniface.

« ***Où va le monde 2007*** » Jean-Daniel Chaoui doc internet : www.ffe-ps.org/ouva.htm

« ***Les détroits maritimes*** » (Réflexion sur des enjeux stratégiques majeurs) Frédéric Lasserre Institut Québécois des Hautes Etudes Internationales – IQHEI .

« ***Le monde diplomatique*** » Archives électroniques. Paul Marie de la Gorce

« *Remilitarisation et Dangerosité du monde* »

ANNEXES

- Annexe 1 : « La Triade »
- Annexe 2 : « Purchasing Power Parity »
- Annexe 3 : « Les conflits en Afrique Subsaharienne »
- Annexe 4 : « Rapport sur les armes dans le monde »
- Annexe 5 : « Le commerce des armes dans le monde »
- Annexe 6 : « Les zones de flux »
- Annexe 7 : « La maîtrise de l'espace »
- Annexe 8 : « Evolution et comparatif du budget militaire des EU »
- Annexe 9 : « Les conflits dans le monde en 2008 » (carte)

ANNEXE 1

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Triade>

« La Triade »

En économie, le terme Triade désigne l'ensemble des trois pôles qui dominent l'économie mondiale et la conduite de la politique internationale: l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada), l'Europe occidentale (Union européenne + Norvège + Suisse) et l'Asie-Pacifique (Japon et Corée du Sud). Ils réalisent entre eux environ 80 % du commerce mondial (70% de la production mondiale, 90% des opérations financières et 80 % des nouvelles connaissances scientifiques). Ce sont donc aussi des acteurs essentiels de la mondialisation et de l'internationalisation.

Les facteurs de la puissance de la Triade

L'intensité des échanges entre ces trois pôles s'explique principalement par les liens historiques, culturels, politiques puissants, marginalisant ainsi les autres espaces du système-Monde, notamment les continents sud-américain et africain. Le géographe Laurent Carroué définit la Triade comme : "(rassemblant) les États dominants (États-Unis, Canada, Europe occidentale, Japon) qui contrôlent l'essentiel du pouvoir politique et économique du monde, possèdent les capitaux et maîtrisent les technologies et l'information. 20 % de la population dispose de 80 % du PNB, 70 % de l'industrie, 85 % de la Recherche développement, 80 % des services de transports et du stock d'IDE"[1].

Puissance économique

Véritable cœur économique du système-Monde, la Triade représente (en 2006) 72% du PIB mondial, loin devant les BRIC (pays émergents composés du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine).

Part de la Triade dans le PIB mondial (source : Banque mondiale)	% en 2005	% en 2006
Triade	74,26	72,11
BRIC	10,30	11,66
Reste du monde	15,44	16,23
Total	100,00	100,00

La Triade est avant tout une puissance industrielle, cœur de l'industrie mondiale de haute technologie. Elle concentre au 31 mars 2006, 75,8% des 500 premières capitalisations mondiales (Classement du magazine américain Fortune Global 500). Ces pôles accueillent les principaux sièges sociaux des firmes multinationales ou transnationales :

du pétrole (Exxon Mobil, BP...),
de l'automobile (Toyota, General Motors...),
de la chimie (BASF, Dow Chemical...),
de la pharmacie (Pfizer, GlaxoSmithKline...),
de l'aéronautique civile et militaire (EADS et Boeing),
des services financiers (City, Bank of America...),
de l'agroalimentaire (Nestlé, Danone...),
de la cosmétique (L'Oréal...)....

Le classement annuel du Fortune Global 500 démontre la pertinence de la puissance des piliers de la Triade (78,4% des 500 première entreprises mondiales).

Répartition des 500 premières entreprises mondiales en fonction du chiffre d'affaires en \$ en 2007 (source : Fortune Global 500)	%
États-Unis	32,4
Union européenne	32,6
Japon	13,4
Chine	4,8
Inde	1,2
Brésil	1,00
Russie	0,8
Reste du monde	13,8

Le niveau de développement des pays de la Triade assurent à leur population les plus hauts niveaux de vie du monde en particulier les pays nordiques de l'Union européenne[2]. Plus de 97% de la population dispose de l'électricité, de l'eau potable, d'un système d'assainissement ou d'un téléphone portable.

La mise en réseau de ces pôles permet à la Triade de représenter plus de 75% du trafic mondial. Ce chiffre élevé est à mettre en lien avec la "continentalisation" des flux mondiaux (Amérique du Nord - 54% ; Europe - 22% ; Asie de l'Est - 20%)[3]. Par ailleurs, les principaux ports à conteneurs ou hubs se trouvent sur ces espaces.

Puissance financière

La Triade est également le cœur financier du monde. Elle détient :

les trois principales monnaies mondiales : Dollar US, Euro et Yen

les trois plus grandes bourses du monde: NYSE Euronext, London Stock Exchange et Tokyo Stock Exchange

les plus grandes banques du monde

Puissance militaire

La Triade compte la première puissance militaire mondiale: les Forces armées des États-Unis. À ces dernières s'ajoutent deux puissances militaires de premier rang, la Grande-Bretagne et la France, toutes les trois étant des puissances nucléaires officielles.

La Triade c'est 70% des 1 145 milliards de dollars de dépenses en 2006 du budget militaire mondial. C'est aussi et naturellement le lieu d'implantation des grandes firmes de défense: Boeing, EADS, Raytheon, BAE Systems, Lockheed Martin...

Puissance diplomatique

Pour des raisons souvent historiques, les organisations politiques internationales ont souvent été créées grâce à des initiatives et des accords entre pays de la triade, c'est ainsi que ce sont créés l'ONU dont le siège est à New York (et dont les 5 membres du conseil permanent appartiennent presque tous à la triade : les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Russie et la Chine), le FMI dont le siège est à Washington, l'OMC dont le siège est à Genève. Les pays de la triade peuvent donc exercer des pressions sur les pays pauvres par le biais des annulations de dette, et participent à la résolution des conflits militaires à l'ONU.

Puissance culturelle [modifier]

Une langue partagée: l'anglais

Le fait qu'il n'existe que deux langues dans le monde parlées sur les cinq continents (l'anglais et le français) témoigne du rayonnement inégalé des pays de la Triade. Aujourd'hui, l'anglais s'est imposé comme:

la langue des affaires privées (grandes entreprises, commerce...) et publiques (langue officielle des grands institutions internationales)

la langue des échanges

Les meilleures universités du monde [modifier]

D'après le classement annuel de l'Université de SHANGHAI (Chine), la Triade occupe les 100 premières places; les universités américaines étant les plus nombreuses et les plus prestigieuses.

Un niveau de vie comparable

Le niveau de développement des pays de la Triade assure à leur population les plus hauts niveaux de vie du monde en particulier les pays nordiques de l'Union européenne[4]. Plus de 97% de la population dispose de l'électricité, de l'eau potable, d'un système d'assainissement ou d'un téléphone portable. L'ensemble de la population dispose d'un système de retraite contre 13,7% en Chine (Agence Chine nouvelle) et de filets de sécurité en cas de parcours personnels ou professionnels difficiles (Salaire minimum, accès aux soins vitaux gratuitement...).

La Triade concentre l'essentiel des personnes disposant de plus de 1 million \$ d'actifs financiers (hors immobilier) en 2006 (Capgemini et M. Lynch, World Health Report 2006).

Une puissance contestée

Des accusations virulentes

Accusés lors des forums mondiaux sociaux et par certaines ONG écologistes:

d'être responsable du réchauffement climatique en ayant pollué pendant des siècles sans contrainte

de piller les richesses des pays moins riches directement ou indirectement par le soutien de gouvernement corrompu

d'imposer un impérialisme économique

de mépriser les cultures non occidentales...

les pays de la Triade sont confrontés à des critiques de plus en plus vives. Si celles-ci prennent souvent la forme d'une contestation pacifique (manifestations, boycotts de produits...), elles relèvent parfois d'actes terroristes.

Une contestation économique naissante: BRIC

L'entrée de la Chine, de la Russie, de l'Inde et du Brésil dans l'économie mondiale tend à redistribuer les cartes de la puissance économique et financière. La Chine en est le parfait symbole. Pays en voie de développement, elle est déjà la 4e puissance économique mondiale, la détentrice des premières réserves mondiales de change et un des principaux créateurs de richesse au monde depuis une décennie déjà.

Néanmoins, ce "contre-pouvoir" pour peser doit d'abord respecter les règles qui ont été créées par la Triade (OMC, propriété industrielle, respect de l'environnement...)

ANNEXE 2

[http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_GDP_\(PPP\)](http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_GDP_(PPP))

Purchasing Power Parity

Rank Country GDP (millions of USD)	Rank Country GDP (PPP) \$m
— Gross world product 48,245,198	— World 66,228,669
— European Union 14,609,836	— European Union 13,881,051
1 United States 13,194,700	1 United States 13,543,330
2 Japan 4,366,459	2 People's Republic of China 11,606,3361
3 Germany 2,915,867	3 India 4,726,537
4 People's Republic of China 2,644,642 2	4 Japan 4,346,080
5 United Kingdom 2,398,946	5 Germany 2,714,469
6 France 2,252,213	6 United Kingdom 2,270,884
7 Italy 1,852,585	7 France 2,116,969
8 Canada 1,275,273	8 Brazil 2,013,893
9 Spain 1,231,733	9 Russia 1,908,739
10 Brazil 1,067,706	10 Italy 1,888,492
11 Russia 984,925	11 Spain 1,310,206
12 South Korea 888,267	12 South Korea 1,250,490
13 India 873,659	13 Mexico 1,249,738
14 Mexico 840,012	14 Canada 1,217,069
15 Australia 755,659 1	15 Indonesia 1,053,696
16 Netherlands 670,929	16 Republic of China (Taiwan) 749,943
17 Turkey 401,763	17 Australia 730,590
	18 Turkey 700,015
<p>Purchasing Power Parity</p> <p>Using a PPP basis is arguably more useful when comparing generalized differences in living standards on the whole between nations because PPP takes into account the relative cost of living and the inflation rates of the countries, rather than using just exchange rates which may distort the real differences in income. However, economies do self-adjust to currency changes over time, and technology intensive and luxury goods, raw materials and energy prices are mostly unaffected by difference in currency (the latter more by subsidies), despite being critical to national development, therefore, the sales of foreign apparel or gasoline per liter in China is more accurately measured by the nominal figure, but everyday food and haircuts by PPP. Pirated goods and subsidies also heavily affect PPP.</p>	

ANNEXE 3

(Extraits documents internet)

Les conflits en Afrique subsaharienne

De très nombreux conflits locaux aux origines multiples et variées :

La Côte d'Ivoire : guerre civile depuis 2002 entre le gouvernement et les rebelles. Déploiement d'une force d'interposition sous mandat de l'ONU composée principalement de soldats Français.

Le Tchad : le président Déby est menacé par l'opposition qui profite des tensions dans l'est du pays et aussi au Darfour pour lancer des attaques armées contre les troupes gouvernementales.

Le Soudan (Darfour) : guerre civile entre les populations du sud et le gouvernement arabo-musulman du nord. Au Darfour, les deux parties sont accusées des mêmes atrocités, envoyant 3 millions de réfugiés vers le Tchad.

La Somalie : prise de Mogadiscio par les islamistes en juin 2006 et tentative d'imposition de la charia dans tout le pays. Réfugié au Kenya, le gouvernement de transition, soutenu par l'Ethiopie, intervient permettant la reprise de la capitale en décembre de la même année.
L'Ouganda : atrocités sur les civils de la part du mouvement rebelle appelé "L'armée de résistance du seigneur" qui s'attaque aussi aux forces gouvernementales tout en recrutant des enfants-soldats.

La République Démocratique du Congo : nombreuses violences dans l'est du pays malgré la présence de l'ONU. Le pays sert aussi de base aux "Forces démocratiques de libération du Rwanda" composées d'anciens soldats du Rwanda et de Hutus ayant participé au génocide de 1994.

Le Nigéria : affrontements entre milices musulmanes et chrétiennes d'une part et d'autre part interventions de bandes armées qui attaquent les infrastructures pétrolières et enlèvent les Occidentaux travaillant pour les groupes pétroliers.

ANNEXE 4

Rapport sur les armes dans le monde

Le 11 octobre 2007

Comaguer Bulletin n° 174-semaine 41

<http://www.mondialisation.ca/PrintArticle.php?articleId=7051>

Le SIPRI (STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE) organisme suédois indépendant vient de publier son rapport annuel sur les armes dans le monde.

Le SIPRI est reconnu dans le monde entier pour le sérieux de son travail et la validité des chiffres qu'il publie.

Le rapport annuel dont des extraits substantiels sont accessibles gratuitement sur le site du SIPRI (le document complet est en vente mais à un prix dépassant les capacités de COMAGUER !) dessine les grands traits de l'industrie et du commerce des armes dans le monde en 2006.

LES ETATS

Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 3,5% par rapport à 2005 et de 37% depuis 1997, confirmant une tendance décennale à la hausse que les budgets annoncés pour 2008 aux Etats-Unis comme en France ne vont pas infléchir.

Les Etats-Unis sont toujours bons premiers de la classe avec 46 % des dépenses militaires mondiales. Le chiffre va encore gonfler en 2007 et 2008 puisqu'au budget spécifique de la Défense s'ajoute une centaine de milliards de \$ supplémentaires au titre de la « guerre contre le terrorisme ».

La France est 3° juste derrière le Royaume Uni devant la Chine et le Japon

Pour la dépense par tête d'habitant elle se situe au 4° rang derrière les Etats-Unis imbattables, l'Arabie Saoudite (qui dépense plus que l'Inde pour sa défense) et le Royaume-Uni. Dans ce classement la Chine dépense aujourd'hui 23 fois moins que la France et 47 fois moins que les Etats-Unis.

LES FIRMES

Dans la liste des 20 premiers « marchands de canons » qui suit les firmes US tiennent évidemment le haut du pavé : 15 sur 20.

La France où l'industrie de l'armement occupe une place déterminante apparaît 3 fois et une quatrième fois indirectement via EADS . Dans ce classement elle occupe la deuxième place mondiale.

Les 20 premiers « marchands de canons »

(ventes 2006 en millions de dollars US)

1 Boeing (USA)	28 050
2 Northrop Grumman (USA)	27 590
3 Lockheed Martin (USA)	26 460
4 BAE Systems (UK)	23 230
5 Raytheon (USA)	19 800
6 General Dynamics (USA)	16 570
7 Finmeccanica (Italy)	9 800
8 EADS (Europe)	9 580
9 L-3 Communications (USA)	8 970
10 Thales (France)	8 940
11 United Technologies Corp. (USA)	6 840
12 SAIC (USA)	5 060
13 DCN (France)	3 520
14 Rolls Royce (UK)	3 470
15 Computer Sciences Corp. (USA)	3 400
16 ITT Industries (USA)	3 190
17 General Electric (USA)	3 000
18 Honeywell International (USA)	2 940
19 Halliburton (USA)	2 720
20 SAFRAN (Franco)	2 630
21 Dassault Aviation Groupe (Franco)	2 210
22 Mitsubishi Heavy Industries (Japan)	2 190
23 Saab (Sweden)	2 110
24 Alliant Techsystems (USA)	2 060
25 Harris (USA)	1 870

LES EXPORTATIONS

Si les Etats-Unis sont là encore en tête du classement ils ne sont pas en position dominante et sur la période 2002-2006 couverte par le rapport ils ne fournissent que 30% des exportations juste devant la Russie .L'Allemagne et la France sont au 3° et 4° rang pour un volume de l'ordre du 1/4 des deux premiers.

LES IMPORTATIONS

La Chine et l'Inde sont en tête, mais sont suivis par une série de pays petits ou tout petits qui dépensent beaucoup pour l'armement tels que la Grèce, les Emirats Arabes Unis et bien entendu Israël qui pour une population égale à un 1/2000° de la population chinoise importe des armements pour une somme égale au ¼ des importations chinoises. Par tête d'habitant Israël achète 500 fois plus d'armement que la Chine sur le marché mondial.

ARMES NUCLEAIRES

Le nombre total des armes nucléaires opérationnelles – sans compter les réserves et les armes à démanteler ou en cours de démantèlement - s'élève à 11530. A eux deux les Etats-Unis et la Russie en possèdent 10659. La France, loin derrière est bon troisième avec 348 armes nucléaires en état de marche, deux fois plus que la Chine et le Royaume-Uni.

Le SIPRI n'accorde qu'une centaine d'armes nucléaires à Israël, chiffre inférieur à d'autres estimations mais dont l'Etat d'Israël niait de toute façon l'existence jusqu'à ce que EHUD OLMERT finisse par l'admettre en 2006. Un autre secret d'importance demeure pour le nucléaire israélien qui est la réponse à la question suivante (formulée dans la langue de tout le monde) : « Y a-t-il un seul bouton rouge à Tel Aviv ou une double commande à Washington et à Tel-Aviv ? »

MATIERES FISSILES

Le SIPRI estime que les quantités aujourd'hui disponibles dans le monde d'uranium très enrichi – donc à usage militaire – soit 1700 tonnes et de plutonium : 500 tonnes permettraient de construire 100 000 armes nucléaires supplémentaires. Le véritable danger de prolifération est là, mais il est plus à la mode de fantasmer sur le nucléaire militaire iranien qui, selon l'AIEA, n'existe pas.

ANNEXE 5

Le commerce des armes dans le monde

<http://www.populationdata.net/mondialisation/armement-monde-2006.php>

4 octobre 2007 - L'armement dans le monde atteint 1204 milliards \$USD

Le commerce des armes dans le monde est depuis la fin des années 1990 en plein boum. La première partie de la décennie 1990 avait vu les budgets alloués aux armements diminuer sensiblement, notamment après la fin de la guerre froide. Ils sont ensuite repartis dès 1999.

Après des dépenses de 1035 milliards de dollars USD en 2004, de 1118 milliards \$USD en 2005, 2006 voit encore une fois les records voler en éclat avec **1204** milliards \$USD dépensés par le monde dans sa course à la mort. Soit +8% en 1 an, ce qui représente une progression identique à l'année précédente.

Les Etats-Unis représentent comme à l'habitude les plus gros consommateurs d'armes, avec 44% du total, soit 528.7 milliards \$USD. Le budget global du Ministère de la Défense américain était de 649.9 milliards \$USD pour 2006.

Autre fait marquant en 2006 : la Chine a dépassé pour la première fois le Japon, avec 49.5 milliards \$USD de dépensés, devenant ainsi le premier en Asie , et le quatrième au niveau mondial.

Le Royaume-Uni est le deuxième mondial avec 59.2 milliards \$USD, devant la France, troisième avec 53.1 milliards \$USD.

Viennent ensuite la Chine avec 49.5 milliards \$USD, le Japon avec 43.7 milliards \$USD. Plus loin arrivent la Russie avec 34.7 milliards \$USD et l'Inde et ses 23.9 milliards \$USD dépensés en 2006.

Par contre, par habitant, les Etats-Unis arrivent toujours en tête avec 1756\$USD dépensés, devant le Royaume-Uni (990\$USD), et la France (875\$USD). Le Japon a dépensé 341\$USD par habitant, tandis que la Chine est très loin derrière avec 37\$USD. Elle ne peut donc, même si l'augmentation de son budget est très élevé (+17% en 1 an), être qualifiée d'état militariste en comparaison des premiers de la liste. Ses dépenses sont plutôt à mettre au compte du rattrapage technologique, bien que naturellement il soit toujours inquiétant qu'une dictature s' arme . Inquiétude qui reste d'actualité en ce qui concerne l'ensemble des acteurs de cette course aux armements.

Depuis 2002, le nombre d'armes vendues chaque année dans le monde a augmenté de 50% en volume. La Chine et l'Inde ont été en 2006 les premiers importateurs mondiaux.

2007 comme 2008 prévoient des dépenses encore plus importantes, au vu des dépenses américaines notamment, dont les budgets consacrés à la *Guerre Globale contre le Terrorisme* explosent d'année en année. Les livraisons prévues également dans les pays entourant le Golfe Persique sont en forte augmentation, de même que les budgets consacrés à l'armement en Israël.

La paix est donc de plus en plus fragile, le monde n'ayant jamais été aussi armé, et donc dangereux. Et pourtant...

Sources :

- SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) - Yearbook 2007
- GRIP (Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité) - Note d'information du 26 juin 2007 : Les dépenses militaires des Etats-Unis ([pdf](#))

ANNEXE 6

<http://www.erudit.org/revue/cgq/2004/v48/n135/011793ar.html> (Frédéric Lasserre)

Les Zones de Flux

Des enjeux mondialisés. Certains détroits constituent des points de passage stratégiques mondiaux. Ainsi en est-il du détroit d'Ormuz, bien connu du fait du passage du pétrole moyen-oriental vers les marchés européens, nord-américains ou asiatiques. Les détroits de Malacca et de Singapour, points de passage très fréquentés entre Pacifique et océan Indien, sont devenus cruciaux pour les économies du Japon, de la Chine et de l'ASEAN, pays très dépendants des mouvements de pétrole et du commerce maritime pour leur développement économique. Par ailleurs, une partie du pétrole russe transite déjà depuis longtemps par les détroits du Bosphore et des Dardanelles. L'importance de la Turquie dans le système de transport maritime se voit soulignée par le transit d'une part importante du pétrole de la Caspienne par le port russe de Novorossisk, puis par le Bosphore.

Ces détroits mondialisés présentent des enjeux tant pour les acteurs régionaux que pour des puissances plus éloignées, parfois pour des raisons différentes. Les États-Unis insistent avec force sur le principe de la liberté de navigation, tant commerciale que militaire: ils veulent assurer l'accès de leurs entreprises aux routes maritimes, et de leur flotte de guerre à toutes les mers du globe – tendance confirmée par la conversion en cours de la marine militaire américaine, d'une flotte de haute mer destinée à contrer la marine soviétique dans l'Atlantique à une flotte opérant plus près des côtes (*brown water navy*) de toutes les mers, et destinée à protéger la liberté de navigation et d'accès pour la sauvegarde des intérêts américains.

De véritables carrefours maritimes. Certains détroits ouvrent sur de véritables carrefours maritimes: les Caraïbes, la Méditerranée, la mer de Chine du Sud comprennent des routes régionales et locales. Le caractère semi-fermé de ces espaces maritimes renforce la dimension stratégique du contrôle de leurs accès.

Un processus évolutif. La nouvelle politique navale de l'Inde reflète l'éveil aux enjeux maritimes, dont le dernier avatar a été l'achat du porte-avions russe *Amiral Gorskhov* en janvier 2004, le futur *INS Vikramaditya*. L'Inde est, bien entendu, aiguillonnée par sa rivalité avec la Chine, qui a installé une base dans l'archipel birman des Cocos, au nord des îles Andaman indiennes.

Des enjeux en évolution. Ainsi les mutations dans l'ordre géopolitique international ont-elles eu des impacts profonds sur les enjeux stratégiques que représentent les détroits, modifiant leur environnement géopolitique, ou conduisant les États riverains à reformuler leur stratégie à l'endroit de ce point de passage.

La fin de la guerre froide, avec la disparition des tensions entre les deux blocs ex-soviétique et pro-occidental, a conduit à une recomposition complète des relations maritimes à l'intérieur de la mer Baltique, ce qui mène à la modification des fonctions de passage des détroits danois. D'autres carrefours maritimes et points de passage (ou leurs approches) sont encore au cœur de fortes tensions régionales ou demeurent gardés par des bases militaires dont la disparition n'est absolument pas envisagée par la puissance tutélaire: le détroit de Tsushima constitue un point de passage majeur pour les économies coréenne, chinoise, japonaise et de l'extrême-orient russe, dans un contexte de forte tension provoquée par la politique nucléaire et militaire de la Corée du Nord. Les bases britanniques de Dekelia (Chypre), Akrotiri (approches du canal de Suez) et Gibraltar, les bases françaises de Mayotte (canal du Mozambique) et

Djibouti (détroit de Bab el-Mandeb), les bases américaines de Naples, Rota (Espagne), Berbera (Somalie), Diego Garcia, Singapour (point d'appui), Guam, Guantanamo (Cuba), Ceiba (Porto Rico), Andros (Bahamas, approches orientales des Caraïbes) et Thulé (Groenland), de même que les possessions espagnoles de Ceuta et Melilla, ou les îles Abou Moussa, Grande et Petite Tumb, occupées par l'Iran en 1971 et qui gardent l'entrée du détroit d'Ormuz, semblent constituer désormais des actifs majeurs dans les dispositifs stratégiques de ces puissances.

Les États-Unis et Singapour estiment que l'important trafic du détroit de Singapour – un quart du trafic maritime mondial, près de la moitié des échanges de pétrole – pourrait être la cible d'attaques de groupes d'activistes affiliés à Al-Qaida en Asie du Sud-Est (*The Star*, 2004), craintes que confirment les services de renseignement indonésiens, selon lesquels des membres en détention du groupe terroriste *Jemaah Islamiyah* auraient confirmé la planification d'attaques dans le détroit de Malacca .

La permanence d'un fort niveau de piraterie dans cette région n'est pas faite pour calmer les craintes quant à d'éventuelles attaques.

ANNEXE 7

Un club spatial très prisé

Isabelle Sourbès-Verger

Chargée de recherche au CNRS, directrice adjointe du laboratoire « communication et politique »

La maîtrise de l'espace

La maîtrise de l'espace fait intervenir différents types d'acteurs et renvoie à des enjeux divers. Elle montre aussi une contradiction fondamentale. D'un côté, la compétence spatiale s'intègre dans les enjeux nationaux de puissance. De l'autre, les impératifs de définition des engins spatiaux pour une gestion mieux équilibrée des ressources de la planète s'inscrivent plutôt dans des logiques de coopération internationale.

Les principaux enjeux stratégiques de l'espace

Qu'entend-on par enjeux stratégiques ? Il s'agit d'abord de puissance militaire, mais aussi, plus largement, d'image de puissance via la reconnaissance internationale de compétences dans un domaine de hautes technologies. De ce fait, la notion de puissance spatiale se décline dans différents registres.

La puissance militaire : des capacités inégales selon les pays

Née dans le contexte particulier de la guerre froide, la conquête de l'espace a été fortement marquée par l'existence de l'arme nucléaire. La filiation entre missile et lanceur n'est qu'un élément de cette relation, l'observation spatiale étant tout aussi importante. Si, pour l'Union soviétique, la mise au point de missiles intercontinentaux était essentielle afin de pouvoir atteindre directement l'adversaire, pour les États-Unis, la priorité était donnée à la reconnaissance photographique, destinée à l'évaluation des forces ennemies et à la cartographie pour l'identification des cibles potentielles.

Indépendamment de ces conditions particulières de la dissuasion nucléaire, l'espace possède la qualité intrinsèque, toujours très recherchée, de « point haut », d'où il est tout à la fois possible de mieux voir et de mieux communiquer. Cependant, les contraintes de la mécanique céleste et le niveau de compétence technologique nécessaire supposent des investissements lourds, afin de pouvoir profiter de ces avantages théoriques, en particulier dans le domaine de l'observation. En effet, le satellite ne reste pas fixe au-dessus d'un point, sauf s'il se trouve en position géostationnaire à 36 000 kilomètres de la Terre et dans le plan de l'équateur, d'où il couvre environ le tiers de la superficie terrestre. Si ce type de satellite est particulièrement adapté pour les télécommunications, en revanche, son éloignement implique que sa capacité à distinguer deux objets, appelée résolution, est assez faible. Recherchant une résolution élevée (de 1 à 10 mètres), les satellites dits à défilement doivent être plusieurs pour assurer une observation quotidienne de toute la Terre. De surcroît, s'il s'agit de systèmes optiques : nuit et nuages interdisant toute observation utile, il faut les compléter par des moyens radar. Une véritable armada de moyens, dont il convient en outre de coordonner la masse de données, est donc indispensable pour disposer d'une capacité permanente.

Dans ces conditions, il apparaît que le nombre de pays intéressés par des moyens spatiaux militaires reste très réduit ; il s'agit, le plus souvent, de capacités partielles, d'où l'apparition croissante de systèmes « duaux », c'est-à-dire conçus à la fois pour des utilisateurs civils et militaires.

En 2005, seuls les États-Unis disposent d'une gamme complète de systèmes couvrant aussi des applications particulières, comme l'écoute et l'alerte précoce (la détection des lancements de missiles). Deuxième puissance spatiale militaire, la Russie possède les compétences requises, mais ne les développe que de façon limitée, dans la mesure où son budget spatial est extrêmement restreint et qu'elle a réduit son champ d'influence à une dimension régionale. L'Europe apparaît, à ce titre, comme la troisième puissance spatiale, avec la mise en place de

compétences ponctuelles sur un mode plutôt national, ouvert à une coopération limitée et soucieux de synergie, au moins dans les usages. La Chine et Israël complètent cette catégorie très fermée des détenteurs de compétences spatiales militaires, avec des moyens limités en nombre, comme en capacité, essentiellement destinés à assurer une autonomie de décision, la même démarche se retrouvant au Japon.

La reconnaissance internationale, une constante de la conquête spatiale

Le bénéfice d'image acquis par un pays à l'occasion d'une première spatiale est particulièrement recherché. Certes, l'importance du phénomène varie en fonction des événements eux-mêmes et du contexte dans lequel ils prennent place, mais la valeur symbolique, associée au retentissement médiatique, demeure. Cette dimension peut, à bon droit, être considérée comme stratégique, dans la mesure où elle comporte un poids politique réel à usage au minimum national, mais surtout international. Dans un domaine où les contraintes de développement conduisent à un décalage inévitable dans le temps entre la décision et la réalisation du programme, l'investissement politique est facilité par la célébration de la réussite spatiale, devenue symbolique du bien-fondé des choix nationaux. L'universalité de ce mécanisme a largement structuré les débuts des programmes spatiaux, l'exemple le plus connu étant celui de la « course à la Lune ».

La manière dont le titre de troisième puissance spatiale est revendiqué illustre bien la pérennité de cet usage national. Après la France, devenue en 1965 la troisième puissance spatiale avec le lancement d'Astérix, l'Europe se déclare, en 1979, la troisième puissance spatiale, et le Japon se félicite, en 1990, d'être la troisième puissance spatiale à satelliser un engin autour de la Lune, tandis que la Chine reprend, en 2004, le flambeau comme troisième puissance spatiale à faire voler un homme dans l'espace...

Si les effets pervers de ce type d'attitude peuvent être réels, dans la mesure où la forme du traitement médiatique l'emporte sur l'évaluation objective des compétences véritablement mises en œuvre, il reste un ressort fondamental du soutien des activités spatiales, d'autant plus puissant qu'il renvoie à une fierté nationale en mal de reconnaissance et que l'esprit de conquête est mis en avant.

Un élément clef : la capacité d'influence

La notion tout à fait officielle de leadership peut représenter, en soi, la justification de programmes de coopération, comme dans le cas américain, et s'exprimer sous des formes diverses selon les époques : création de l'organisation internationale Intelsat en 1964, accords internationaux sur la Station spatiale internationale dans les années 1990, etc. Si l'accès à l'espace apparaît comme l'outil par excellence de souveraineté, l'acquisition de technologies complexes pose aussi directement la question de la dépendance des pays clients à l'égard d'un nombre très réduit de prestataires. Dans un domaine sensible, la confiance accordée au pays concerné est un élément décisif. C'est ainsi que l'Inde a pu bénéficier d'un nombre bien plus important de transferts que la Chine, même si certains de ses contrats ont pu parfois être remis en cause. Les effets de ces restrictions à l'égard de l'Empire du Milieu sont ainsi particulièrement sensibles dans le domaine des télécommunications et se traduisent par l'achat de satellites étrangers américains et surtout européens.

Cette dimension économique renvoie à l'autre volet de l'influence des puissances spatiales occidentales, qui cherchent aussi à rentabiliser leurs investissements par la commercialisation de produits spatiaux dont la négociation trouve sa place dans les agendas politiques nationaux et évolue en fonction des orientations de politique étrangère.

Enfin, les processus de commercialisation, voire de privatisation des applications spatiales, peuvent contribuer à renforcer indirectement les positions dominantes en dissuadant les États potentiellement intéressés de construire leurs propres capacités.

La hiérarchie des puissances spatiales

Le club des puissances spatiales reste encore relativement fermé et l'investissement des pays participants est très inégal, avec des budgets allant de 30 milliards de dollars pour les États-Unis à 500 millions de dollars pour l'Inde. Si les chiffres bruts doivent être pris avec la plus grande prudence, ils restent néanmoins évocateurs des niveaux relatifs d'implication, surtout rapportés au produit national brut (PNB).

Les États-Unis et l'ex-URSS : l'espace, expression de la superpuissance

La recherche de l'hégémonie ou du leadership dans ses composantes militaire, économique et culturelle est un élément fondateur. Le désintérêt brutal de la Russie, avec la renonciation, au moins temporaire, à son rôle de puissance internationale, démontre, a contrario, le caractère structurant de cette approche. Si la perte d'un projet politique porteur, aux niveaux intérieur et extérieur, n'a pas été fatale à l'industrie spatiale russe, c'est en grande partie grâce à son degré d'excellence et au faible prix de ses technologies, ainsi qu'au souci occidental de contrôler la reconversion de son complexe militaro-industriel, tout en limitant les effets de sa concurrence au niveau international. Dans le même temps, les États-Unis, désormais sans rival dans le champ de l'occupation de l'espace, ont choisi d'accroître encore le différentiel qui les distingue du reste du monde. Considérée comme un élément essentiel de la sécurité nationale, la maîtrise américaine de l'espace doit être pleinement garantie, ce qu'exprime la formule de « contrôle de l'espace », dont la stricte application remettrait en cause les principes de libre utilisation, fondateurs du droit international de l'espace.

L'Europe et le Japon : la mise en avant des hautes technologies

Pour l'une comme pour l'autre, ce besoin se retrouve via les activités et technologies spatiales civiles. La maîtrise d'un lanceur et le développement de programmes de télécommunication et d'observation de la Terre sont perçus comme des étapes indispensables de la compétence spatiale, l'ambition étant d'acquérir sa propre autonomie. Si cet objectif a été mis en avant par l'Europe dès les années 1970, le Japon, tout en procédant de façon plus discrète, a suivi la même logique dans les années 1980, avec, de surcroît, une forte insistance sur la démonstration de la maîtrise de hautes technologies dans des domaines différents de ceux où il excellait traditionnellement. Aujourd'hui, le décalage s'accuse en termes non de technologies, mais d'affirmation d'indépendance. Alors que le Japon reste lié par les conditions particulières de sa relation stratégique avec les États-Unis, l'Europe choisit d'affirmer sa vision multilatérale des relations internationales en offrant des partenariats ouverts à la Chine et à l'Inde, notamment, sur des programmes qualifiés de stratégiques par l'Union européenne elle-même, comme la navigation par satellite avec Galileo ou la coordination des moyens de surveillance de la Terre à des fins environnementales et de sécurité dans le cadre du GMES (Global Monitoring for Environment and Security).

L'Inde : une intégration originale dans une politique de développement

Utilisant sa position de pays non aligné, l'Inde a multiplié les coopérations en fonction des opportunités, en privilégiant l'intégration dans sa politique de développement, tout en préservant son indépendance par la mise au point de lanceurs nationaux. De fait, les satellites représentent un outil particulièrement efficace de desserte et de mise en valeur d'un territoire vaste, fortement marqué par les aléas climatiques, la diversité linguistique et l'inégalité des ressources, si bien que le secteur spatial indien a toujours bénéficié de l'intérêt politique des pouvoirs nationaux, régionaux et locaux, quels que soient leurs attendus idéologiques. L'intérêt récemment manifesté pour l'exploration lunaire rompt, d'une certaine façon, avec le principe d'espace utile. Si l'on peut y voir la volonté de la science spatiale indienne de participer à part entière à de grands programmes scientifiques, il reste que l'on assiste à un souci officiel nouveau de reconnaissance internationale, ce qui peut correspondre à une maturité grandissante.

La Chine : à l'interface des contraintes intérieures et extérieures

Ce pays s'inscrit entre deux logiques. La première renvoie à celle qui a inspiré les premiers temps de l'Union soviétique, avec le souci de démontrer la validité des choix politiques par l'affichage de succès technologiques, dont le programme Shenzhou de vols habités est le dernier exemple en date. La seconde, plus proche de celle de l'Inde, tente de répondre à des besoins nationaux de développement via les technologies spatiales. Plus affirmée, au fil du temps, grâce à l'acquisition d'une base de compétences, cette deuxième démarche se retrouve dans des coopérations diversifiées avec des pays développés, dont l'Europe, ou en développement, comme le Brésil. L'attitude des partenaires éventuels déterminera sans aucun doute largement les équilibres futurs entre ces deux tendances.

Ainsi, éléments de souveraineté et de puissance, les satellites retranscrivent en partie, dans les formes d'occupation de l'espace, le paysage des rapports de force sur Terre, tout en apparaissant de plus en plus comme des outils uniques de gestion de notre planète.

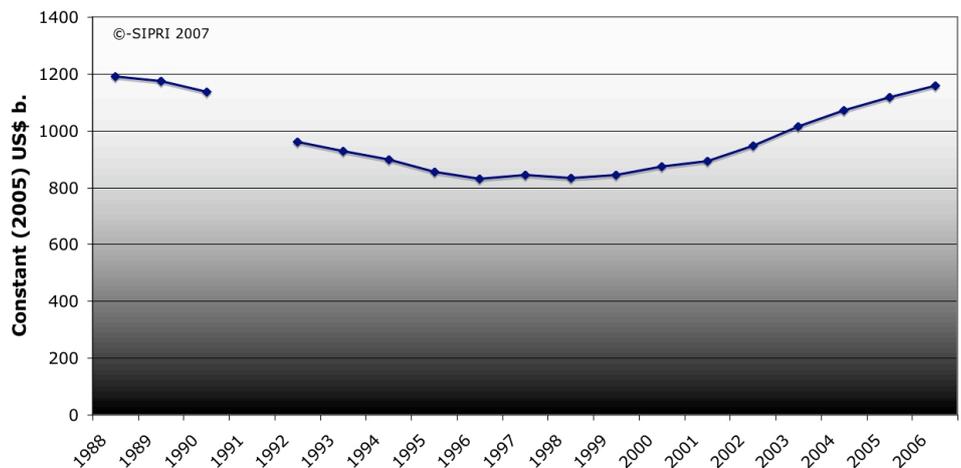
Annexe 8

Evolution et comparatif du budget militaire des EU

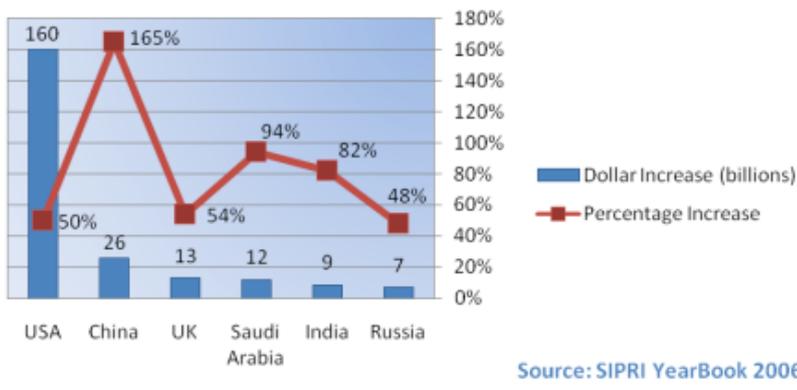
L'analyse des budgets militaires permet relativiser la militarisation du monde. On sait bien qu'il ne faut pas prendre pour argent comptant les chiffres avancés plus ou moins officiellement par les Etats. Néanmoins, quand on compare les uns au autres ou quand on les replace dans la durée, ce sont des données relatives que l'on examine.

Globalement trois pays ont significativement augmenté leurs dépenses militaires : les Etats-Unis, la Chine et l'Inde. C'est pratiquement à eux seuls que l'on doit la croissance des dépenses mondiales.

World military expenditure, 1988 - 2006

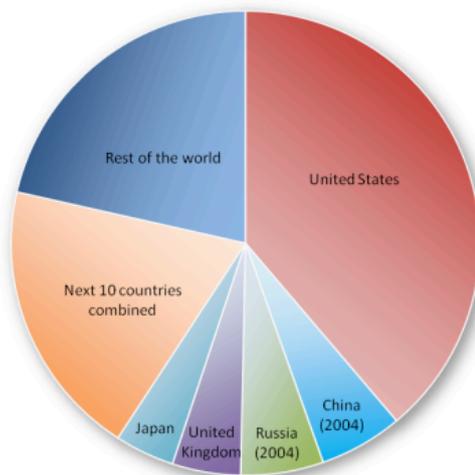


Military Expenditure Increase, 1996-2005



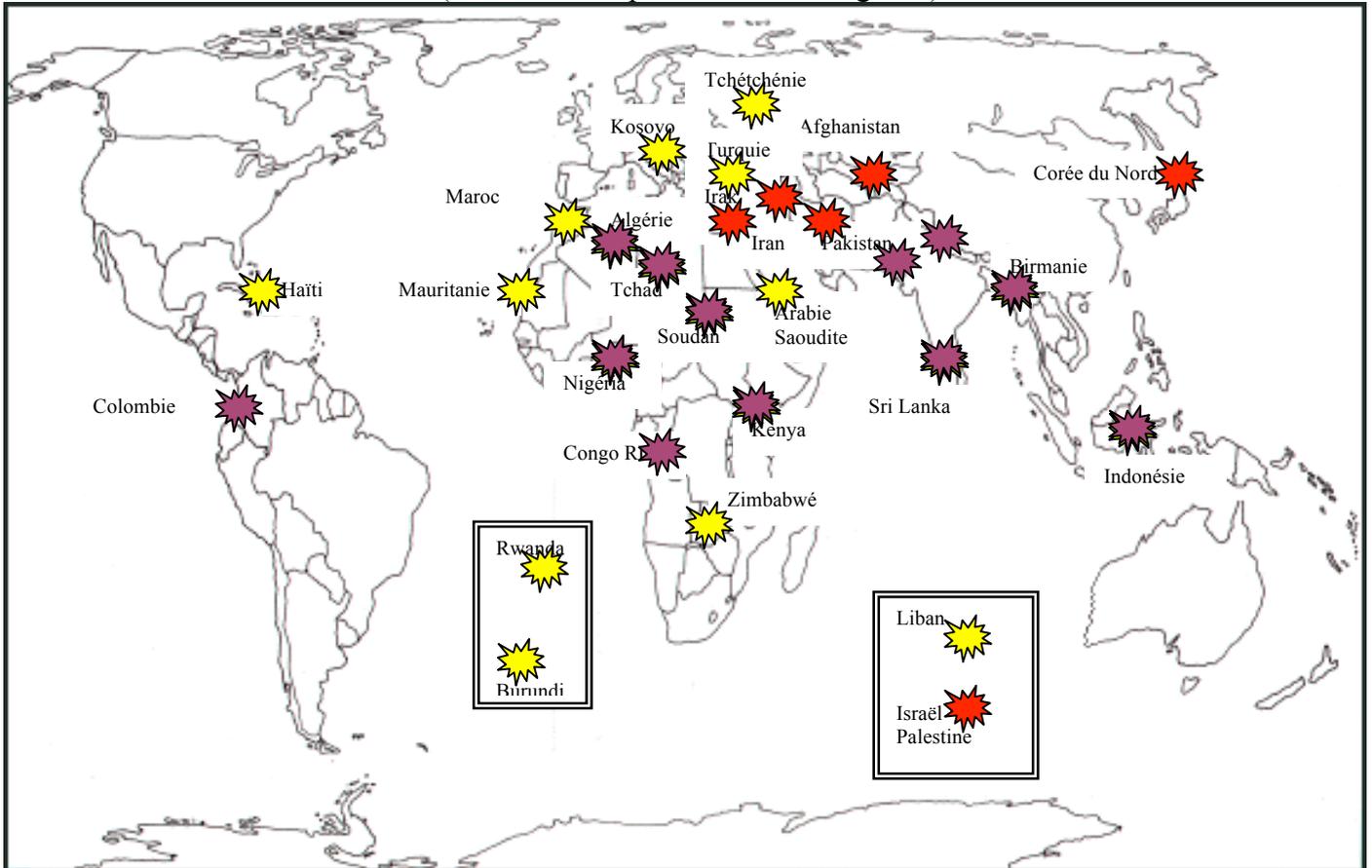
- On peut néanmoins :
- constater que le budget des Etats-Unis est sept fois supérieur à celui de la Chine, trois fois quand on le mesure en parité de pouvoir d'achat.
 - qu'une augmentation du budget américain de 160 milliards de dollars correspond à un accroissement de 50% tandis que les chiffres pour la Chine sont respectivement de 26 milliards et 165%.

Au total, le Etats-Unis et leurs alliées cumulent près des trois quarts des dépenses militaires mondiales.



ANNEXE 9 Les conflits dans le monde

(Carte réalisée par le comité Ariégeois)



-  Conflits en cours
-  Conflits ou risque de conflits à enjeux et répercussions planétaires
-  Conflits larvés

ANNEXE 10

« Un monde qui bouge dangereusement »

